

MARKET BULLETIN

From	Julian James
Date	21 April 2006
Reference	Y3794
Subject	French Terrorism Act - reinsurance cover for small risks: CCR
Subject areas	To advise managing agents of the central arrangements in place for terrorism reinsurance from French State reinsurer CCR and how recoveries and retention will be allocated between syndicates under the reinsurance
Attachments	Yes
Action points	To note
Deadlines	n/a

Background

Bulletins Y3716 dated 29.12.05 and Y3723 dated 10.01.06, from the Director of Worldwide Markets, informed agents of the new French Terrorism Act which extended the definition of an act of terrorism to include the use of nuclear weapons and required insurers writing property insurance covering fire, specifically categories 3 to 9 of the French Code of Insurance, to cover related losses.

Bulletin Y3726 dated 13 January from the Director of Franchise Performance set out the courses of action that Franchisees should follow to ensure that the additional risk arising from the extended obligation imposed by the new French Terrorism Act is contained and managed so far as practicable. Specifically these were:-

- Signing up to the French terrorism pool, Gareat, thereby qualifying for the French Government backstop protection in excess of €2 billion industry losses;
- Using the reinsurance protection being offered by the French State reinsurer, CCR (Caisse Centrale de Réassurance), for risks under €6 million.

Bulletin Y3750, dated 15.02.06 advised that in respect of the CCR reinsurance coverage for risks under €6 million, Lloyd's had secured from CCR agreement for the Franchisor to

purchase a single stop loss reinsurance policy on behalf of all Lloyd's syndicates writing relevant French property business. ***This negated the need for syndicates to purchase their own individual policies.*** Cover under the CCR policy became effective on 6 February 2006 and the reinsurance treaty contract and a free translation into English are attached in Appendices 1 & 2 of this market bulletin.

CCR premium

Lloyd's has centrally negotiated and paid for an aggregate stop loss treaty reinsurance protecting franchisees in respect of French property risks under €6m. The premium is approx €96,000 per annum, with M&D €77,000 (80%) payable quarterly in advance, based on subject premium of €32,857,352m.

Cover is unlimited in excess of 20% of Gross subject premium => €32,857,352m x 20% = €6,571,470m retained by Lloyd's

The premium base will be finally adjusted after 18mths. This premium will be paid centrally and Lloyd's will not charge this premium back to the franchisees.

Proposed allocation basis

In the event of insured loss(es) to the treaty, recoveries and retention would be allocated based on each syndicate's contribution to market loss. In summary:

- syndicates with larger losses would retain a larger share of the retention
- losses by syndicate can be tracked using XCS cat codes
- this works equitably whether many or few syndicates involved
- only syndicates incurring losses have to 'mutualise' retention

Example application

Here is an example of how this would work in practice:

A terrorist attack in France gives rise to applicable (in respect of risks < €6m) Syndicate 9999 loss of €25m, part of Lloyd's market wide loss of €200m (12.5% of loss)

Allocation:

Deductible = 12.5% x €6,571,470m = €821,433.75

Recovery = 12.5% x (€200m – 6,571,470m) = €24,178,566.25

MAT business

Lloyd's is continuing to lobby the French Treasury to exclude MAT business from the scope of the recent Terrorism legislation. We will update the market when there is any change.

Enquiries regarding GAREAT and CCR should be directed to:

In France, from Lloyd's Paris office:

Lloyd's General Representative in France:

Anne-Gaëlle Leillard

Tel: +33 1 42 60 43 43

Email: annegaelle.leillard@lloyds.fr

or

Cécile Peyrade

Tel: +33 1 42 60 43 43

Email: cecile.peyrade@lloyds.fr

or

In London:

Lloyd's Worldwide Market Services

Tel: 020 7327 6677

Email: market.services@lloyds.com

Box 190b, Gallery 1

Julian James

Director

Worldwide Markets



LLOYD'S FRANCE

Madame LEILLARD Anne-Gaëlle
4, rue des Petits Pères
75002 PARIS
FRANCE

Paris, le 28 mars 2006.

Objet : Votre traité **TERRORISME – RISQUES DE MASSE**
Régularisation contractuelle pour **2006**.

Nos Réf. : Société n° 06984 / Y2K0086.
LLOYD'S FRANCE

Madame,

Nous nous référons au traité cité en objet et avons l'honneur de vous adresser, sous ce pli, deux exemplaires des documents contractuels définitifs concrétisant nos accords réciproques pour l'exercice **2006**.

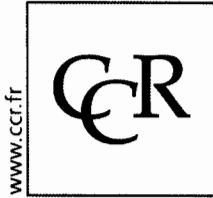
Nous vous saurions gré de bien vouloir nous retourner un exemplaire **revêtu de votre cachet et de votre signature** à votre meilleure convenance.

Nous vous souhaitons bonne réception de la présente et vous prions d'agréer, Madame, l'expression de nos sentiments distingués.

Patrick BIDAN

P.J.

CAISSE CENTRALE DE REASSURANCE
31, rue de Courcelles
75008 PARIS
RCS Paris B 388 202 533



TRAITÉ DE RÉASSURANCE

ATTENTATS – RISQUES DE MASSE

ANNÉE 2006

" ATTENTATS – RISQUES DE MASSE "

TRAITE DE REASSURANCE N° 06984 / Y2K0086

Conclu entre,

Les Souscripteurs du Lloyd's de Londres
C/O leur mandataire général :
LLOYD'S FRANCE
4, rue des Petits Pères
75002 PARIS
FRANCE

ci-après dénommée "La Cédante" d'une part,

et,

LA CAISSE CENTRALE DE REASSURANCE
31, rue de Courcelles
75008 PARIS
FRANCE

ci-après dénommé "Le Réassureur" d'autre part,

Le présent traité de réassurance comporte des conditions générales auxquelles sont jointes des conditions particulières.

TRAITE « ATTENTATS – RISQUES DE MASSE »

CONDITIONS GENERALES 2006

ARTICLE 1 : Objet

Le présent traité a pour objet la réassurance des dommages couverts par la garantie obligatoire prévue par l'article L 126-2 du code des assurances dans les limites de cet article, à savoir :

Les dommages matériels directs (y compris les frais de décontamination ou de dépollution) et les dommages immatériels consécutifs ainsi que les pertes d'exploitation consécutives à ces dommages, garantis par un contrat d'assurance couvrant les dommages d'incendie aux biens ou les dommages aux corps de véhicules, entrant dans les catégories 23, 24, 25 et 262 de l'état C4 de l'Autorité de Contrôle des Assurances et des Mutuelles (ACAM) (et, le cas échéant, les contrats visés à l'article 4 du présent traité) dont les capitaux totaux assurés (risques directs et pertes d'exploitation hors montants garantis au titre des risques locatifs) sont inférieurs à six millions d'euros ou aux équivalences spécifiées en **Annexe I**, subis sur le territoire de la République Française, et causés par des attentats ou actes de terrorisme visés par l'article L 126-2 du Code des assurances.

Sont exclus du présent traité :

- les affaires acceptées en réassurance, de quelque nature qu'elles soient, sauf convention contraire.
- Les dommages énumérés en **Annexe II**.
- les contrats d'assurance et/ou les dommages qui n'entrent pas dans le champ d'application de la garantie obligatoire définie par l'article L 126-2 du code des assurances, ainsi que ceux qui peuvent faire l'objet d'une dérogation ou d'une exclusion conformément à cet article (suivant les dérogations et exclusions définies par décret en Conseil d'Etat pour les grands risques visés à l'article L 111-6 du code des assurances).

Le présent traité remplace à compter de sa date d'effet, en tant que de besoin, toute convention de réassurance ayant le même objet conclue antérieurement entre la Cédante et le Réassureur.

ARTICLE 2 : Définitions

On entend par :

- **Territoire de la République Française** : La France Métropolitaine, les départements d'Outre-mer, Saint-Pierre-et-Miquelon, Mayotte, les îles Wallis et Futuna.
- **Actes de terrorisme** : les actes qui sont définis par les articles 421-1 et 421-2 du Code pénal.
- **Attentats** : notion réputée synonyme de celle d'actes de terrorisme.
- **Contrat d'assurance couvrant les dommages d'incendie aux biens** : un contrat d'assurance comportant une garantie incendie qui couvre tous les dommages matériels directs aux biens assurés résultant d'un incendie, pour toute la durée du contrat.

ARTICLE 3 : Modalités de réassurance

A) COUVERTURE :

Le Réassureur rembourse le montant total des sinistres nets payés, à la charge de la Cédante, survenus pendant la durée du présent traité et dépassant la franchise définie aux conditions particulières. La date de survenance d'un sinistre correspond à celle à laquelle a été commis l'attentat ou l'acte de terrorisme dont il découle.

B) ASSIETTE

L'assiette servant de base au calcul de l'ensemble des éléments de la couverture en excédent de perte annuelle est constituée des primes émises afférentes aux contrats relevant des catégories 23, 24, 25 et 262 de l'état C4 adressé à l'Autorité de Contrôle des Assurances et des Mutuelles (ACAM), à l'exception de celles correspondant aux contrats dont les capitaux totaux assurés (risques directs et pertes d'exploitation hors montants garantis au titre des risques locatifs) sont supérieurs à six millions d'euros (ou aux équivalences spécifiées en **Annexe I**).

C) FRANCHISE :

La franchise annuelle est calculée par le cumul des montants suivants (1+2) :

1. **20%** de l'encaissement afférent aux catégories :
 - **Dommages aux biens des professionnels** (hors primes des risques cessibles au GIE GAREAT « risques lourds ») : catégorie 25 de l'état C4 de l'ACAM.
 - **Dommages aux biens des particuliers** : Catégorie 24 de l'état C4 de l'ACAM.
 - **Dommages aux biens agricoles** (hors « grêle ») : Catégorie 262 de l'état C4 de l'ACAM.
2. **2%** de l'encaissement « **Dommages automobiles** » : Catégorie 23 de l'état C4 de de l'ACAM.

D) PRIME :

En contrepartie de la couverture en excédent de perte annuelle, la Cédante verse au Réassureur une prime dont les modalités sont fixées aux conditions particulières.

La prime est calculée par le cumul des montants suivants (1+2+3+4) :

1. **0,30%** des primes émises dans la catégorie « **Dommages aux biens des professionnels** » (hors primes des risques cessibles au GIE GAREAT « risques lourds ») : catégorie 25 de l'état C4 de l'ACAM.
2. **0,20%** des primes émises dans la catégorie « **Dommages aux biens des particuliers** » : Catégorie 24 de l'état C4 de l'ACAM.
3. **0,15%** des primes émises dans la catégorie « **Dommages aux biens agricoles** » (hors « grêle ») : Catégorie 262 de l'état C4 de l'ACAM.
4. **0,03%** des primes émises dans la catégorie « **Dommages automobiles** » : Catégorie 23 de l'état C4 de l'ACAM.

E) DEPOTS :

Le Réassureur n'effectue pas de dépôts auprès de la Cédante, la créance sur le Réassureur étant admise en représentation des provisions techniques en application de l'article R332-3-4 du Code des Assurances.

F) SINISTRES :

La Cédante adresse au Réassureur tous éléments de nature à justifier la prise en charge de sinistres au titre du présent traité. Elle s'engage, sauf dispense du Réassureur, à faire déposer une plainte pénale par l'assuré et à accomplir, ou à faire accomplir par l'assuré, toutes démarches et actions nécessaires lorsqu'une indemnisation ou un recours est possible et à en produire les justificatifs correspondants. Tout manquement à la présente obligation entraîne la non application du présent traité aux sinistres affectés par ce manquement.

ARTICLE 4 : Extension de couverture facultative

La Cédante a la faculté d'étendre la couverture aux éventuels autres contrats comportant une garantie incendie qui couvre tous les dommages matériels directs aux biens assurés résultant d'un incendie et qui, bien que ne relevant pas des catégories 23, 24, 25, et 262 de l'état C4 de l'ACAM, entreraient dans le champ d'application de l'article L 126-2 du Code des Assurances. La franchise annuelle de la couverture est alors celle fixée à l'article 3-C, augmentée à raison de 20% de l'encaissement relatif aux affaires concernées. La prime de réassurance est, quant à elle, celle fixée à l'article 3-D, augmentée à raison de 0,26% de l'encaissement relatif aux affaires concernées.

ARTICLE 5 : Paiement de la prime provisionnelle et de la prime définitive

La Cédante verse au Réassureur une prime provisionnelle minimum et déposée dont le montant est spécifié aux conditions particulières. Elle est calculée à partir de l'estimation d'encaissement fournie par la Cédante, également indiquée aux conditions particulières.

Cette prime est payable par quart le premier jour de chaque trimestre civil.

Dix-huit mois après la date d'effet de la présente couverture, la prime de réassurance est calculée en fonction de l'assiette définitivement connue, sur la base de l'état C4 adressé par la Cédante à l'Autorité de Contrôle des Assurances et des Mutuelles (ACAM). Dans le cas où cette nouvelle prime est supérieure à la prime minimum et déposée, la Cédante procède à un règlement complémentaire correspondant à la différence entre ces deux montants. Dans le cas contraire, la prime minimum et déposée reste acquise au Réassureur.

ARTICLE 6 : Paiement provisionnel des sinistres

Le Réassureur peut consentir à la Cédante qui a respecté ses obligations contractuelles, une avance sur le jeu de cette couverture si, en cours d'exercice, le montant cumulé des sinistres payés dépasse la franchise indiquée aux conditions particulières.

PB

ARTICLE 7 : Comptes**A) DISPOSITIONS GENERALES**

Pour l'établissement des comptes, les primes définies à l'article 3 (et à l'article 4, le cas échéant) ci-dessus sont imputées en totalité à l'exercice quelle que soit leur date d'encaissement.

Les sinistres survenus au cours d'un exercice sont imputés à cet exercice quelle que soit la date de leur paiement.

Les recours et récupérations, quelle qu'en soit la nature, suivent le sort du sinistre auquel ils se rattachent. Le Réassureur prend acte, le cas échéant, de la convention de non recours, signée le 19 décembre 2001, à laquelle adhère la Cédante pour autant que cette adhésion soit antérieure à la prise d'effet du présent traité.

B) DISPOSITIONS SPECIFIQUES

Dix-huit mois après la date d'effet de la présente couverture, la Cédante adresse au Réassureur une copie de son état C4 (ou, pour les sociétés non tenues d'établir cet état réglementaire, un état équivalent faisant ressortir l'assiette définitivement connue), et un compte d'ajustement de prime faisant apparaître éventuellement le règlement complémentaire restant dû, compte tenu des paiements provisionnels visés à l'article 5.

Ce compte fait ressortir, le cas échéant, le montant des sinistres payés, à la charge du Réassureur, déduction faite, s'il y a lieu, des avances consenties au titre de l'article 6. Il est ajusté annuellement jusqu'à liquidation totale.

ARTICLE 8 : Règlements

Le Réassureur règle les soldes à sa charge dans les 15 jours suivant réception des comptes, pour autant que la Cédante se soit conformée à ses obligations contractuelles, et notamment, ait respecté les délais de paiement de la prime prévus à l'article 5.

Si le solde est à la charge de la Cédante, celle-ci en effectue le règlement lors de l'envoi des comptes.

Le règlement du solde et l'encaissement correspondant n'entraînent pas acceptation tacite du compte.

ARTICLE 9 : Avis de sinistre

Dès qu'elle en a connaissance, la Cédante informe le Réassureur de tout sinistre unitaire dont le montant est supérieur au quart de la franchise annuelle estimée. De même, elle informe le Réassureur dès que l'accumulation des sinistres survenus au cours de l'exercice excède la moitié de ce montant.

ARTICLE 10 : Erreurs et omissions - Droit de contrôle du Réassureur

Aucune erreur ou omission ne dégage les parties de leurs obligations respectives. Il doit être procédé aux rectifications nécessaires dès qu'elles ont été relevées.

Le Réassureur peut, après un préavis de 10 jours (ou, après en avoir averti la Cédante), faire prendre connaissance par toutes personnes qu'il délèguerait au siège de la Cédante ou à l'établissement pour la France des entreprises étrangères, pendant les heures habituelles d'ouverture des bureaux, de tous les documents, dossiers, registres et comptes notamment en ce qui concerne les affaires qui entrent dans le cadre du présent traité. Il peut aussi demander copie de toute pièce concernant un risque entrant dans le champ d'application du présent traité.

ARTICLE 11 : Prise d'effet - Résiliation

La présente convention prend effet à la date indiquée aux conditions particulières. Elle est conclue pour une durée d'un an, sauf mention contraire précisée aux conditions particulières.

Elle peut être également résiliée à tout moment par le Réassureur et sans délai de préavis si la Cédante manque gravement à ses obligations, ou si une loi ou des circonstances graves rendent illégales ou inapplicables, totalement ou partiellement, les dispositions du présent traité, si la Cédante fusionne avec une autre entreprise d'assurance ou de réassurance, si elle cède son portefeuille, reprend le portefeuille d'une autre entreprise, ou si elle entre en liquidation.

Dans les cas de résiliation à effet immédiat prévus au deuxième alinéa, la franchise de la présente couverture de réassurance en excédent de perte annuelle se calcule sur l'assiette des primes émises au titre de l'exercice au cours duquel la résiliation prend effet. Cependant, la prime due par la Cédante est calculée au prorata du temps couru du début de l'exercice jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation sans toutefois pouvoir être inférieure à la prime minimum et déposée telle que définie à l'article 5.

ARTICLE 12 : Arbitrage

Les parties conviennent que tout différend qui pourrait naître à l'occasion du présent traité, y compris au sujet de sa validité, son interprétation, son exécution ou sa cessation, est de la compétence exclusive d'un tribunal arbitral.

Le tribunal arbitral est composé de trois arbitres. Chaque partie nomme un arbitre par lettre recommandée avec avis de réception adressée à l'autre partie. Les deux arbitres ainsi désignés nomment, avant toute discussion de fond, un troisième arbitre qui est le Président du tribunal arbitral.

Dans le cas où l'une des parties n'a pas nommé son arbitre dans un délai de trente jours à compter de la réception de la lettre recommandée avec avis de réception de l'autre partie nommant son arbitre, ou dans le cas où les deux arbitres ne peuvent se mettre d'accord sur la désignation du troisième arbitre dans les trente jours de la nomination des deux arbitres, l'arbitre ou le troisième arbitre est nommé par le Président du tribunal de commerce de Paris, à la requête de la partie la plus diligente qui en informe l'autre, par lettre recommandée avec accusé de réception, au moins quinze jours avant de présenter cette requête.

PB

Les trois arbitres doivent être ou avoir été membres de la direction d'entreprises d'assurances ou de réassurances ou Professeur de droit, en France.

Le tribunal arbitral a son siège à Paris. La procédure est laissée à la libre appréciation du tribunal arbitral, lequel est dispensé, dans la mesure du possible, de toutes formalités judiciaires.

Le tribunal statue à la majorité des trois arbitres. Si une majorité ne peut être obtenue, la voix du Président est prépondérante.

Le tribunal arbitral statue en qualité d'amiable compositeur et décide en équité et d'après les usages et la pratique des affaires de réassurance plutôt que d'après le droit strict. La sentence arbitrale doit être écrite, motivée, et signée par les trois arbitres, et mentionner sa date, le lieu où elle est rendue et le nom des arbitres. Si l'un des arbitres refuse de la signer, les autres en font mention et la sentence a le même effet que si elle était signée par tous les arbitres.

La sentence arbitrale est susceptible d'appel devant la Cour d'appel de Paris.

ARTICLE 13 : Droit applicable et juridictions territorialement compétentes

Le présent traité est conclu sous l'empire du droit français. Il est fait attribution de compétence territoriale aux juridictions de Paris.

Fait en deux exemplaires,

A _____, le

A Paris, le 28 mars 2006

La Cédante

Le Réassureur



CAISSE CENTRALE DE REASSURANCE
CAISSE CENTRALE DE REASSURANCE
31, rue de Courcelles
75008 PARIS
RCS Paris B 388 202 532

TRAITE « ATTENTATS – RISQUES DE MASSE »

ANNEXE I

Les équivalences pour les contrats ne faisant pas apparaître de capitaux assurés sont les suivantes :

- Contrats dont la cotisation annuelle constituant l'assiette de la cotisation additionnelle de la garantie contre les risques de catastrophes naturelles est supérieure à 6 000 Euros.
- Contrats couvrant des ensembles immobiliers, des copropriétés, ou des collectivités publiques pour lesquels la superficie des bâtiments couverts est supérieure à 20 000 m² ou, à défaut, pour lesquels la cotisation annuelle constituant l'assiette de la cotisation additionnelle de la garantie contre les risques de catastrophes naturelles est supérieure à 6 000 Euros.

PB

TRAITE « ATTENTATS – RISQUES DE MASSE »

ANNEXE II

Autres dommages exclus du présent traité :

- Les dommages corporels,
- Les pertes et dommages occasionnés par la guerre étrangère, la guerre civile, la grève, les émeutes, les mouvements populaires, les actes de malveillance, de sabotage, de vandalisme ou les actes crapuleux,
- Les conséquences pécuniaires de la mise en jeu de la responsabilité, de toute nature, de l'assuré (hors risques locatifs, recours des voisins et des tiers),
- Les pertes d'exploitation à l'étranger,
- Les pertes d'exploitation non consécutives à des dommages matériels directs subis en France ou non consécutives à des dommages garantis.
- Les dommages immatériels non consécutifs,
- Le vol, le pillage, ou la fraude postérieurs à un attentat ou à un acte de terrorisme,
- La responsabilité relative à l'utilisation des véhicules terrestres à moteur, ferroviaires, aériens, spatiaux, maritimes, lacustres et fluviaux (y compris la responsabilité du transporteur),

TRAITE « ATTENTATS – RISQUES DE MASSE »
CONDITIONS PARTICULIERES – EXERCICE 2006

TRAITE N° 06984 / Y2K0086

**Les Souscripteurs du Lloyd's de Londres C/O leur mandataire général :
LLOYD'S FRANCE**

Entre les soussignés, il est convenu ce qui suit :

Territorialité : **TERRITOIRE DE LA REPUBLIQUE FRANCAISE**

Date d'effet : **6 février 2006.**

Date de fin : **31 décembre 2006.**

REASSURANCE EN EXCEDENT DE PERTE ANNUELLE

Engagement du Réassureur : 100 % de la charge annuelle des sinistres excédant la franchise ci-dessous :

La franchise annuelle est calculée par le cumul des montants suivants (1+2) :

1. **20%** de l'encaissement afférent aux catégories :
 - **Dommmages aux biens des professionnels** (hors primes des risques cessibles au GIE GAREAT « risques lourds ») : catégorie 25 de l'état C4 de l'ACAM.
 - **Dommmages aux biens des particuliers** : Catégorie 24 de l'état C4 de l'ACAM.
 - **Dommmages aux biens agricoles** (hors « grêle ») : Catégorie 262 de l'état C4 de l'ACAM.
 - **Autres Dommmages** entrant dans le champ d'application de l'article L 126-2 modifié du Code des Assurances.

2. **2%** de l'encaissement « **Dommmages automobiles** » : Catégorie 23 de l'état C4 de l'ACAM.

Le montant de l'assiette estimée s'élève à **32 857 352 EUR.**

Le montant de la franchise annuelle estimée s'élève à **6 571 470 EUR.**

Prime

La prime est calculée par le cumul des montants suivants (1+2+3+4+5) :

1. **0,30%** des primes émises dans la catégorie « **Dommmages aux biens des professionnels** » (hors primes des risques cessibles au GIE GAREAT « risques lourds ») : catégorie 25 de l'état C4 de l'ACAM.
2. **0,20%** des primes émises dans la catégorie « **Dommmages aux biens des particuliers** » : Catégorie 24 de l'état C4 de l'ACAM.
3. **0,15%** des primes émises dans la catégorie « **Dommmages aux biens agricoles** » (hors « grêle ») : Catégorie 262 de l'état C4 de l'ACAM.
4. **0,03%** des primes émises dans la catégorie « **Dommmages automobiles** » : Catégorie 23 de l'état C4 de l'ACAM.
5. **0,26%** des primes émises pour les « **Autres Dommmages** » entrant dans le champ d'application de l'article L 126-2 modifié du Code des Assurances.

Le montant de la prime de réassurance estimée s'élève à

96 281 EUR.

Prime Provisionnelle Minimum et Déposée (PMD)

La prime provisionnelle minimum et déposée s'élève à

77 000 EUR.

Payable par quart les 1^{er} janvier, 1^{er} avril, 1^{er} juillet et 1^{er} octobre et ajustable 18 mois après la date d'effet de la présente couverture, sur la base des états C4 de l'ACAM.

Fait en deux exemplaires.

A

, le

A Paris, le 28 mars 2006

La cédante

Le réassureur



CAISSE CENTRALE DE REASSURANCE
31, rue de Courcelles
75008 PARIS
NCS Paris IB 388 202 538

LLOYD'S FRANCE

Anne-Gaëlle LEILLARD
4, rue des Petits Pères
75002 PARIS
FRANCE

Paris, 28 March 2006.

Re: Your **TERRORISM – MASS RISKS** treaty
Contractual adjustment for **2006**

Our refs: Company n° 06984 / Y2K0086
Lloyd's

Dear Ms. Leillard,

With reference to your aforementioned treaty, please find enclosed two copies of the final contractual documents setting out our reciprocal agreements for **2006**.

We would be very grateful if you could return one copy with **your stamp and signature** at your earliest convenience.

Yours sincerely,

(signature)

Patrick BIDAN
CAISSE CENTRALE DE REASSURANCE
31, rue de Courcelles
75008 PARIS
Paris Commercial Register B 388 202 533

Encl.

FREE TRANSLATION

CCR

www.ccr.fr

**REINSURANCE TREATY
TERRORIST ATTACKS – MASS RISKS**

2006

“TERRORIST ATTACKS – MASS RISKS”

REINSURANCE TREATY N° 06984 / Y2K0086

Agreed between,

LLOYD’S UNDERWRITERS C/O
Their general representative, Lloyd’s France
4, rue des Petits Pères
75002 PARIS
FRANCE

hereinafter “The Reinsured”,

and,

LA CAISSE CENTRALE DE REASSURANCE
31, rue de Courcelles
75008 PARIS
FRANCE

hereinafter “The Reinsurer”,

This reinsurance treaty includes general conditions and special conditions.

“TERRORIST ATTACKS – MASS RISKS” TREATY

GENERAL CONDITIONS 2006

ARTICLE 1: Object

The object of this treaty is to reinsure the damages covered by the compulsory cover provided for by Article L 126-2 of the French Insurance Code within the limits of this article, namely:

Direct damage to property (including decontamination or clean-up costs) and consequential loss-of-use damages as well as business interruption losses as a result of these damages, covered by an insurance policy covering fire damage to property or damage to vehicles, under categories 23, 24, 25 and 262 of statement C4 of the ACAM (Insurance and Mutual Insurance Commission) (and, if applicable, the policies set out in Article 4 of this treaty) for which the total capital insured (direct risks and business interruption losses excluding amounts covered for tenant's risks) are below six million euro or the equivalences specified in **Appendix 1**, incurred on the territory of the French Republic, and caused by terrorist attacks or acts of terrorism set out in Article L 126-2 of the French Insurance Code.

The following are excluded from this treaty:

- business accepted by a reinsurer, of any nature whatsoever, unless otherwise specified.
- damages listed in **Appendix II**
- insurance policies and/or damages which do not fall within the scope of application of the compulsory coverage defined by Article L 126-2 of the French Insurance Code, as well as those which may be the subject of an exemption or of an exclusion in accordance with this Article (pursuant to the exemptions and exclusions defined by a Council of State decree for major risks set out in Article L 111-6 of the French Insurance Code)

This treaty replaces, from its effective date, as necessary, any reinsurance agreement having the same object agreed beforehand between the Reinsured and the Reinsurer.

ARTICLE 2: Definitions

- **Territory of the French Republic:** Metropolitan France, Overseas departments, Saint-Pierre et Miquelon, Mayotte, the Wallis and Futuna Islands.
- **Acts of terrorism:** acts which are defined by Articles 421-1 and 421-2 of the Criminal Code.
- **Terrorist Attacks:** synonym for acts of terrorism
- **Insurance policy covering fire damage to property:** an insurance policy comprising fire coverage which covers all direct damage to insured property resulting from a fire, for the full term of the policy

ARTICLE 3: Reinsurance terms

A) COVERAGE:

The Reinsurer reimburses the total amount of net paid losses, paid by the Reinsured, incurred throughout the term of this treaty and in excess of the deductible set out in the special conditions. The date of the loss corresponds to that on which the terrorist attack or the act of terrorism from which it results was committed.

B) BASE:

The base serving as the basis for calculating all the elements of the annual aggregate (stop loss) coverage is made up of premiums issued relating to the policies under categories 23, 24, 25 and 262 of statement C4 sent to the ACAM, excluding those corresponding to the policies for which the total capital insured (direct risks and business interruption losses excluding amounts covered for tenant's risks) are over six million euro (or the equivalences specified in **Appendix 1**).

C) DEDUCTIBLE:

The annual deductible is calculated by combining the following amounts (1+2):

1. **20%** of premium income relating to the following categories:

- **Commercial property damage** (excluding premiums for risks transferable to GAREAT EIG "large risks"): category 25 of statement C4 of the ACAM.
- **Private property damage**: category 24 of statement C4 of the ACAM.
- **Agricultural property damage** (excluding "hail"): category 262 of statement C4 of the ACAM.

2. **2%** of "**Motor damage**" premium income: category 23 of statement C4 of the ACAM.

D) PREMIUM:

In return for the annual aggregate (stop loss) coverage, the Reinsured pays the Reinsurer a premium, the terms of which are fixed in the special conditions.

The premium is calculated by combining the following amounts (1+2+3+4):

1. **0.30%** of premiums issued in "the "**Commercial property damage**" category (excluding premiums for risks transferable to GAREAT EIG "large risks"): category 25 of statement C4 of the ACAM.

2. **0.20%** of premiums issued in the "**Private property damage**" category: category 24 of statement C4 of the ACAM.

3. **0.15%** of premiums issued in the "**Agricultural property damage**" category (excluding "hail"): category 262 of statement C4 of the ACAM.

4. **0.03%** of premiums issued in the "**Motor damage**" category: category 23 of statement C4 of the ACAM.

E) DEPOSITS:

The Reinsurer makes no deposits to the Reinsured, the debt owed by the Reinsurer is accepted on presentation of the technical provisions pursuant to Article R332-3-4 of the French Insurance Code.

F) CLAIMS:

The Reinsured sends the Reinsurer all the elements required to prove the claims covered by this treaty. It undertakes, unless otherwise waived by the Reinsurer, to have the policyholder file a criminal complaint and to take, or have the policyholder take, all the necessary steps and actions when compensation or legal action is possible and to provide the corresponding documentary evidence. Any failure to carry out this obligation will result in the non-application of this treaty to the claims affected by this failure.

ARTICLE 4: Extension of optional coverage

The Reinsured has the option of extending the coverage to any other policies including fire coverage which covers all the direct damage to insured property resulting from a fire and which, although not included in categories 23, 24, 25 and 262 of statement C4 of the ACAM, would fall within the scope of application of Article L 126-2 of the French Insurance Code. The annual deductible of the coverage is then that fixed in Article 3-C, increased at the rate of 20% of the premium income relating to the business concerned. The reinsurance premium is that fixed in Article 3-D, increased at the rate of 0.26% of the premium income relating to the business concerned.

ARTICLE 5: Payment of the provisional premium and the final premium

The Reinsured pays the Reinsurer a minimum provisional and deposited premium, the amount of which is set out in the special conditions. It is calculated from the estimate of the premium income provided by the Reinsured, also stated in the special conditions.

This premium is payable quarterly on the first day of each calendar quarter.

Eighteen months after the effective date of this coverage, the reinsurance premium is calculated according to the final base, on the basis of statement C4 sent by the Reinsured to the ACAM. In the event that this new premium is higher than the minimum premium deposited, the Reinsured makes an additional payment corresponding to the difference between these two amounts. In the opposite case, the minimum premium deposited remains the property of the Reinsurer.

ARTICLE 6: Provisional payment for claims

The Reinsurer can grant the Reinsured, which has complied with its contractual obligations, an advance on the basis of this coverage if, during the year, the total amount of claims paid is in excess of the deductible set out in the special conditions.

ARTICLE 7: Accounts

A) GENERAL PROVISIONS

In order to draw up accounts, the premiums set out in Article 3 (and in Article 4, if applicable) above are allocated in their entirety to the year of account whatever their receipt date.

Claims made during the course of a year are allocated to this year whatever the date of their payment.

Legal action and recoveries, whatever their nature, are allocated to the claim to which they are attached. The Reinsurer takes note, if applicable, of the waiver of recourse agreement, signed on 19 December 2001, to which the Reinsured adheres inasmuch as this adherence is prior to the effective date of this treaty.

B) SPECIFIC PROVISIONS

Eighteen months after the effective date of this coverage, the Reinsured sends the Reinsurer a copy of its C4 statement (or for companies not required to draw up this regulatory statement, an equivalent statement stating the final base), and a premium adjustment entry showing if needed the additional payment remaining due, taking account of the provisional payments set out in Article 5.

This entry states, if applicable, the amount of the claims paid by the Reinsurer, with a deduction made, if need be, for the advances agreed in Article 6. It is adjusted annually until it is fully paid.

ARTICLE 8: Payments

The Reinsurer pays its balances within 15 days following receipt of the accounts, as long as the Reinsured has fulfilled its contractual obligations, and particularly has complied with the premium payment periods provided for in Article 5.

If the balance is payable by the Reinsured, it makes the payment when dispatching the accounts.

Payment of the balance and the corresponding receipt does not result in the tacit acceptance of the account.

ARTICLE 9: Loss report

As soon as it is aware of a loss, the Reinsured informs the Reinsurer of any unit claim for which the amount is greater than a quarter of the estimated annual deductible. Equally, it informs the Reinsurer when the accumulation of claims that have occurred during the year exceed half of this amount.

ARTICLE 10: Errors and omissions – Reinsurer's right to adjustment

No error or omission releases the parties from their respective obligations. The necessary rectifications must be made once errors and omissions are noticed.

The Reinsurer can, after giving 10 days notice (or, after having notified the Reinsured), be provided with all the documents, files, registers and accounts concerning business which fall within the scope of this treaty, by all persons that it has delegated at the head office of the Reinsured or at the France office for foreign companies, during normal office hours. It can also request a copy of any document concerning a risk falling within the scope of this treaty.

ARTICLE 11: Taking effect – Termination

This agreement takes effect on the date shown in the special conditions. It is agreed for a term of one year, unless otherwise specified in the special conditions.

It can also be terminated at any time by the Reinsurer and without a notice period if the Reinsured seriously breaches its obligations, or if a law or serious circumstances make the provisions of this treaty fully or partially illegal or inapplicable, if the Reinsured merges with another insurance or reinsurance company, if it transfers its portfolio, takes over the portfolio of another company, or if it enters into liquidation.

In the event of termination with immediate effect provided for in the second paragraph, the deductible of this reinsurance coverage in annual aggregate (stop loss) is calculated on the basis of premiums issued for the year in progress for which the termination becomes effective. However, the premium due by the Reinsured is calculated pro rata of the time elapsed from the beginning of the year until the effective date of the termination without however being below the minimum premium deposited as set out in Article 5.

ARTICLE 12: Arbitration

The parties agree that any dispute, which could arise out of this treaty, including on the subject of its validity, its interpretation, its performance or its cessation, comes under the exclusive jurisdiction of the arbitration court.

The arbitration court comprises three arbitrators. Each party appoints an arbitrator by registered letter with acknowledgement of receipt sent to the other party. The two arbitrators then appoint, before any discussion of the merits, a third arbitrator who is the Chairman of the arbitration court.

In the event that one of the parties has not appointed its arbitrator within a period of thirty days from receipt of the registered letter with acknowledgement of receipt from the other party naming its arbitrator, or in the event that the two arbitrators cannot agree on the appointment of a third arbitrator within thirty days of the appointment of the two arbitrators, the arbitrator or the third arbitrator is appointed by the Presiding Judge of the commercial court of Paris, at the request of the first party to take action

which then informs the other party, by registered letter with acknowledgement of receipt, at least fifteen days before filing this application.

The three arbitrators must be or have been members of management of insurance or reinsurance companies or Professors of law, in France.

The arbitration court is based in Paris. The proceedings are left to the free assessment of the arbitration court, which is exempted, insofar as is possible, from all legal formalities.

The court rules on the majority of the three arbitrators. If a majority cannot be obtained, the Chairman has the deciding vote.

The arbitration court rules as a conciliator and rules fairly and according to the usages and the practice of reinsurance cases rather than according to mandatory law. The arbitration ruling must be written, motivated and signed by the three arbitrators, and its date, the place where it is made and the name of the arbitrators must be stated. If one of the arbitrators refuses to sign it, the others will note this and the ruling has the same effect as if it was signed by all the arbitrators.

The arbitration ruling may be the subject of an appeal before the Court of Appeal in Paris.

ARTICLE 13: Applicable law and territorially competent jurisdictions

This treaty is subject to French law. It comes under the territorial competence of the Paris courts.

Drawn up in two copies,

In _____, on _____

In Paris, on 28 March 2006

The Reinsured

The Reinsurer

(signature)

CAISSE CENTRALE REASSURANCE
31, rue de Courcelles
75008 PARIS
Paris Commercial Register B 388 202 533

“TERRORIST ATTACKS – MASS RISKS” TREATY

APPENDIX I

Equivalences for policies not including insured capital are the following:

- Policies for which the annual premium forming the basis of the additional premium for the natural catastrophe coverage is above 6,000 euro
- Policies covering property complexes, co-ownerships, or local authorities for which the surface area of the buildings covered is greater than 20,000 m² or, failing this, for which the annual premium forming the basis of the additional premium for the natural catastrophe coverage is above 6,000 euro

“TERRORIST ATTACKS – MASS RISKS” TREATY

APPENDIX II

Other damages excluded from this treaty:

- Bodily injuries
- Losses and damages as a result of a foreign war, civil war, strikes, riots, popular uprisings, malicious acts, sabotage, vandalism or criminal acts
- Pecuniary consequences of attributing liability, of any kind, to the policyholder (excluding tenant's risks, action against neighbours and third parties)
- Business interruption losses abroad
- Business interruption losses non-consequential to direct damage to property incurred in France or non-consequential to the damages covered
- Non-consequential loss-of-use damages
- Theft, looting or fraud after a terrorist attack or an act of terrorism
- Liability relating to the use of land, rail, air, spatial vehicles, sea, lake and canal vessels (including carrier liability)

“TERRORIST ATTACKS – MASS RISKS” TREATY

SPECIAL CONDITIONS – 2006

TREATY N° 06984 / Y2K0086

LLOYD’S UNDERWRITERS C/O
Their general representative, Lloyd’s France

Between the undersigned, the following is agreed:

Territorial scope: **THE TERRITORY OF THE FRENCH REPUBLIC**

Effective date: **6 February 2006**

End date: **31 December 2006**

ANNUAL AGGREGATE (STOP LOSS) REINSURANCE

Reinsurer's liability: 100 % of the annual loss burden exceeding the following deductible
The annual deductible is calculated by combining the following amounts (1+2):

1. **20%** of premium income relating to the following categories:

- **Commercial property damage** (excluding premiums for risks transferable to GAREAT EIG “large risks”): category 25 of statement C4 of the ACAM
- **Private property damage**: category 24 of statement C4 of the ACAM
- **Agricultural property damage** (excluding “hail”): category 262 of statement C4 of the ACAM
- **Other damages** falling within the scope of application of amended Article L 126-2 of the French Insurance Code

2. **2%** of “**Motor damage**” premium income: category 23 of statement C4 of the ACAM.

The amount of the estimated base is **€32,857,352**

The amount of the estimated annual deductible is **€6,571,470**

Premium:

The premium is calculated by combining the following amounts (1+2+3+4+5):

1. **0.30%** of premiums issued in the “**Commercial property damage**” category (excluding premiums for risks transferable to GAREAT EIG “large risks”): category 25 of statement C4 of the ACAM.
2. **0.20%** of premiums issued in the “**Private property damage**” category: category 24 of statement C4 of the ACAM.
3. **0.15%** of premiums issued in the “**Agricultural property damage**” category (excluding hail): category 262 of statement C4 of the ACAM.
4. **0.03%** of premiums issued in the “**Motor damage**” category: category 23 of statement C4 of the ACAM.
5. **0.26%** of premiums issued for “**Other Damages**” falling within the scope of application of amended Article L 126-2 of the French Insurance Code.

The amount of the estimated reinsurance premium is

€96,281

Minimum Provisional and Deposited Premium

The minimum provisional and deposited premium is **€77,000**
Payable quarterly on 1st January, 1st April, 1st July and 1st October and adjustable 18 months after the effective date of this cover, on the basis of the C4 statements of the ACAM.

Drawn up in two copies,

In _____, on _____

In Paris, on 28 March 2006

The Reinsured

The Reinsurer

(signature)

CAISSE CENTRALE REASSURANCE
31, rue de Courcelles
75008 PARIS
Paris Commercial Register B 388 202 533